

Ce texte a fait l'objet de l'éditorial du Bulletin du G.E.S.T n° 140 de novembre 2006

## **PROLIFÉRATION OU NON ?**

Les médias ont relayé la stupéfaction des pays occidentaux, de la Chine et du Japon à l'annonce d'un essai nucléaire par la Corée du Nord. Ce pays, traité d'appartenance à « l'axe du mal » par Washington, s'était déclaré puissance atomique en février 2005 mais n'avait encore jamais procédé à un essai. Pour justifier sa décision, ce « pays voyou » met en avance son autodéfense : « *la menace extrême des Etats-Unis de déclencher une guerre nucléaire, les sanctions et les pressions contraignent (la Corée du Nord) à procéder à un essai nucléaire* », déclarait son ministre des Affaires étrangères. Le lundi 9 octobre 2006, il semble que se fut chose faite. Cependant, l'Agence Atomique Internationale n'a décelé aucune secousse sismique de l'importance d'une explosion nucléaire. Celles dues à l'essai se noyaient dans le bruit de fond. De là prétendre que l'expérience est un échec ou qu'il s'agit d'une arme chimique, il n'y eut qu'un pas.

De son côté, l'Iran, autre pays de « l'axe du mal », relance son programme de production d'uranium enrichi, provoquant l'inquiétude des grandes puissances. Les Etats-Unis l'accusent de vouloir utiliser son programme nucléaire civil pour fabriquer l'arme atomique et avancent qu'ils sont prêts à intervenir par la force s'il le fallait comme également en Corée. La crise s'avère longue et pénible, malgré les tentatives de pays plus modérés qui veulent aboutir à un accord par la voie diplomatique.

Il est évident qu'il faut condamner la prolifération des armes nucléaires ainsi que de toutes armes de destruction massive. Mais je trouve que l'attitude des grandes puissances (USA, France, Russie, Chine, Grande-Bretagne) est hypocrite. Elles possèdent un arsenal de longue date et continuent en catimini à le perfectionner. D'autres pays, n'entrant pas dans ce Club, ont également des missiles à ogive nucléaire : citons Israël, l'Inde, le Pakistan... Ce dernier pays n'est pourtant pas l'un des plus sûrs politiquement et peut très bien se retrouver du côté des « méchants » selon les critères du gouvernement américain, mais actuellement, il fait le jeu des Etats-Unis.

Il est important de rappeler que le Traité de non-prolifération (TNP) ne se contente pas d'interdire l'accès aux armes atomiques aux pays qui n'en sont pas dotés, mais qu'il exige aussi des 5 pays « dotés » (USA, France, Russie, Chine, Grande-Bretagne) : « *l'élimination totale des armes nucléaires sous un contrôle international stricte et efficace* » (article VI) – et depuis la délibération de la Conférence de révision à l'ONU en mai 2000 : « *la diminution du rôle des armes nucléaires dans la politique de Défense* » (article IX).

Prenons l'exemple de la France que nous connaissons bien. Elle a signé le traité d'interdiction totale des essais nucléaires le 26 septembre 1996 et décide de fermer ses sites en Polynésie. La dissolution de la Direction des Centres d'Expérimentation nucléaire (DIRCEN) a été effective à la fin juillet 1998. En visitant le 7 septembre 2006 le centre de simulation des essais nucléaires français du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), à Bruyères-le-Châtel (Essonne), Jacques CHIRAC démontre à merveille l'absurdité du comportement de la France, en particulier dans le contexte de la crise iranienne. En effet, avec le programme « simulation », la France (de même que les USA) se permet de

relancer la course aux armes atomiques, tout en exigeant de l'Iran qu'il renonce à accéder à de telles armes. Plus besoin de faire exploser une bombe sur un atoll ou dans le désert ; les simulations informatiques au moyen de puissants ordinateurs suffisent. Il est clair que la politique française de simulation des essais nucléaires, afin de moderniser les armes nucléaires mais aussi de mettre au point une nouvelle génération de bombes atomiques, est en parfaite contradiction avec le TNP. Les dirigeants iraniens sont donc fondés à se conduire de façon aussi irresponsables que les dirigeants français ou américains.

Si l'on veut vraiment sortir de cette situation des plus dangereuse, il serait temps que les possesseurs de ces arsenaux se décident de rendre ceux-ci obsolètes et d'un commun accord de les démanteler aux yeux de tous. En fait, de respecter les accords passés. A ce moment, une convention internationale pourrait régir, contrôler et imposer des sanctions à tous les contrevenants qui dans ces circonstances pourraient être traités de « pays voyous ». Mais actuellement qu'elle est la crédibilité de ces soi-disant sentinelles du monde qui veulent avant tout imposer leurs vues dans leur propre intérêt.

Pensons à ces savants qui malgré eux (du moins pour certains) se sont laissés entraîner dans la fabrication de la bombe atomique en se basant sur des rumeurs et aux cas de conscience que certains ont du affronter après l'explosion sur les deux villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki. Pensons à Einstein qui regretta amèrement d'avoir signé les lettres que Szilard et d'autres lui ont présentées en vue de prévenir le président Roosevelt du danger des recherches allemandes.

Robert Six